

La Chambre en ligne

52e législature



du 01/02/2010 au 05/02/2010

86

Commissions

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **LUNDI 1ER FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le dépôt sauvage d'immondices sur le terrain de la SNCB des Wondelgemse Meersen à Gand" (n° 17737).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

2. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les tarifs d'une formule combinée SNCB/Cambio" (n° 17774).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

3. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les demi-barrières aux passages à niveaux" (n° 17775).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la grève des cheminots à Mons" (n° 17839).

- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le service minimum à la SNCB" (n° 18987).

Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le service minimum" (n° 18552).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le nouveau moyen de transport des facteurs" (n° 17804).

- Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la participation de la poste belge à un projet européen Green Post, le 'Free Duck'" (n° 17805).

- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la distribution du courrier à l'aide des free-ducks" (n° 17848).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la situation de B-Cargo" (n° 17826).

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “B-Cargo” (n° 17827).
- Question de M. Paul Vanhie à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “B-Cargo” (n° 17840).
- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “B-Cargo” (n° 17864).
- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’état de la situation en ce qui concerne B-Cargo” (n° 17897).
- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la situation en ce qui concerne B-Cargo - SNCB Logistics” (n° 18171).
- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “B-Cargo” (n° 18194).
- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “B-Cargo” (n° 18327).
- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “B-Cargo” (n° 18335).
- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “B-Cargo” (n° 18337).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

7. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’arrêt d’un Thalys lors du croisement d’un autre Thalys à la frontière belgo-néerlandaise” (n° 17893).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Ine Somers au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “la sa Belgian Mobility Card” (n° 17837).
- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le billet de mobilité électronique” (n° 18404).
- Question de Mme Maya Detiège à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le format peu pratique des abonnements de train” (n° 18665).
- Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la carte MOBIB” (n° 18945).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

9. Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la distribution du courrier à Waasmunster” (n° 17838).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

10. Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la position dominante de Belgacom sur le marché professionnel belge” (n° 17849).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. François Bellot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accumulation de retards sur la ligne 161-162 mettant apparemment en cause le multiplexage” (n° 17853).

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes de sécurité rencontrés avec les trains à double étage” (n° 18838).
- Question de Mme Camille Dieu à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les retards liés à des avaries régulièrement constatées sur le matériel roulant de la SNCB” (n° 18886).
- Question de M. François Bellot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les avaries sur les voitures double-étage de la SNCB” (n° 18896).
- Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les défaillances du matériel roulant de la SNCB” (n° 18967).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la mise en exploitation de la halte Arcades à Watermael-Boitsfort” (n° 18391).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “un projet pilote de voitures électriques à La Poste” (n° 17894).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Question de M. Ludo Van Campenhout à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la gare d’Anvers-Sud” (n° 17925).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les projets d’Infrabel visant à promouvoir le désenclavement de la région Nord-Limbourg et Campine anversoise” (n° 17952).

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le désenclavement du nord du Limbourg” (n° 18892).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

16. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la reprise de MSI Worldwide Mail par la Poste belge” (n° 18083).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

17. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “une intervention dans les frais supportés par les voyageurs qui ratent leur vol à la suite d’un retard de train” (n° 18107).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

18. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la circulation des trains dans la nuit du 31 décembre” (n° 18118).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

19. Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les débordements en gare de Tournai la nuit du nouvel an” (n° 18125).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

20. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la re-construction de la gare de Bruxelles-Midi” (n° 18129).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le manque d’abris contre le froid, en gare de Braine-le-Comte” (n° 18130).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la réalisation du parking navetteurs par la SNCB derrière les voies de la gare de Braine-le-Comte” (n° 18131).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les résultats financiers de la SNCB” (n° 18170).

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les résultats financiers du groupe SNCB” (n° 18177).

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la situation financière du groupe SNCB” (n° 18210).

- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la situation financière de la SNCB” (n° 18274).

- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la situation financière de la SNCB” (n° 18338).

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les résultats financiers de la SNCB” (n° 18441).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le train tombé en panne à Welle le 7 janvier 2010” (n° 18173).

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le bris d’une caténaire à Welle” (n° 18188).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

24. Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’extension de la jonction bruxelloise Nord-Midi” (n° 18260).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. Proposition de résolution (Camille Dieu, Bruno Van Grootenbrulle, Linda Musin) portant création d'agences postales communales en Belgique, n°s 1116/1 et 2. (Rapporteurs: Mme Valérie De Bue et M. Olivier Destrebecq)

- La discussion a été poursuivie

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, François Bellot, Valérie De Bue, Olivier Destrebecq) visant à garantir un service minimum dans le cadre des missions de service public et des missions d'intérêt général, n°s 55/1 à 3.

- Proposition de loi (Bart Tommelein, Hilde Vautmans, Ine Somers) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le service minimum garanti, n°s 760/1 et 2.

(Rapporteur: M. Ludo Van Campenhout).

- La proposition de M. Patrick De Groote de joindre la proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'instauration d'un service minimum, la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 1498/1, a été approuvée.

- La commission a décidé de prendre la proposition n° 55 comme texte de base à la discussion.

- Exposé introductif de M. Patrick De Groote.

- La discussion générale a été poursuivie.

3. Proposition de résolution (Bruno Van Grootenbrulle, Linda Musin, André Perpète, Camille Dieu, Karine Lalieux) relative à la gratuité du train lors de pics de pollution et à la participation du Groupe SNCB aux opérations "plaque contre abonnement" menées par les Régions, n° 1876/1. (Rapporteur: M. Olivier Destrebecq).

- La discussion générale a été poursuivie.

Prochaine réunion : lundi 8 février 2010.

Crise financière et bancaire

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Président : M. Joseph George

➤ **LUNDI 1^{ER} FÉVRIER 2010**

Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles, sur l'application par le gouvernement des recommandations formulées par la commission spéciale.

- Rapporteur : M. Philippe Fontaine (S) en remplacement de M. Berni Collas (S).

- Des questions ont été posées par : MM. Roland Duchatelet (S), Hugo Vandenberghe (S), Jan Jambon, Mme Christiane Vienne et MM. John Crombez (S), Yvan Mayeur, Wouter Beke (S), François Bellot et Joseph George.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Tobback au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le budget pluriannuel déposé à l'Europe" (n° 18733).

- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le budget pluriannuel" (n° 18922).

- Question de Mme Meyrem Almaci au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le programme de stabilité" (n° 19000)

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

2. Question de Mme Muriel Gerken au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le financement fédéral de la réforme des services d'incendie et de secours" (n° 19037)

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le report du précompte professionnel" (n° 18818).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

2. Question de Mme Colette Burgeon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nombre de demandes introduites et traitées par le SECAL" (n° 18841).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

3. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déprime de l'euro suite aux dérapages budgétaires de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne" (n° 18845).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Ilse Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le relogement des fonctionnaires fédéraux de la ville d'Alost" (n° 18861).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de Mme Ilse Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la situation en ce qui concerne la vente de l'ancienne caserne de gendarmerie d'Alost" (n° 18862).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "certains produits d'assurance douteux" (n° 18873).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de Mme Katrien Partyka au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la faillite du courtier d'assurances Master Finance" (n° 18946).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le rapport de la Cour des comptes" (n° 19024).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "l'effondrement du bâtiment à Liège qui n'aurait pas été assuré" (n° 19051).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

10. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la perception des taxes de circulation et les fonctionnaires fédéraux" (n° 19077).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la fiscalité des emprunts hypothécaires" (n° 19079).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Ludo Van Campenhout au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les courses de foire" (n° 19080).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la notion de 'faute grave' en cas de perte d'une carte bancaire" (n° 19106).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 10 février 2010.

Climat et Développement durable

COMMISSION SPÉCIALE "CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE"

Président : M. Patrick Dewael

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

État des lieux après la conférence des Nations-Unies de Copenhague.

Exposés introductifs :

- du premier ministre;
 - du ministre du Climat et de l'Énergie;
 - de M. Didier Seeuws, Représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'UE.
-
- Échange de vues avec les membres.
 - Rapporteur : Mme Katrien Partyka.

Prochaine réunion : mardi 23 février 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le dossier relatif à l'harmonisation des statuts d'ouvrier et d'employé" (n° 17451).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

2. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la réduction de la durée du congé de maternité en cas de naissance prématurée" (n° 17503).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

3. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le financement du service militaire volontaire par des moyens provenant de la sécurité sociale" (n° 17539).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

4. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prolongation du congé de deuil" (n° 17546).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

5. Question de Mme Ingrid Claes à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'affirmation de la professeur Bea Cantillon selon laquelle les mesures en faveur des familles ne profitent pas suffisamment aux classes sociales les plus faibles" (n° 17547).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les alcootests sur le lieu de travail dans le secteur public" (n° 17702).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

7. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la facturation d'une ASBL ALE dans le cadre des titres-services" (n° 17778).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

8. Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les chômeurs engagés dans une formation" (n° 17791).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

9. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la recrudescence de la violence familiale" (n° 17923).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

10. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le démarchage agressif auprès de certaines entreprises en vue du détachement d'ouvriers étrangers" (n° 18252).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

11. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le cumul de l'indemnité de prépension avec la pension octroyée par l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-mer" (n° 18150).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

12. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la future présidence belge de l'Union européenne" (n° 18157).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le remplacement de travailleurs réguliers par des ouvriers saisonniers" (n° 18300).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le travail saisonnier" (n° 18351).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les pratiques abusives en matière d'emplois saisonniers dans le secteur de la culture des champignons" (n° 18388).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le recours abusif aux travailleurs saisonniers dans la culture des champignons" (n° 18412).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le recours à des ouvriers saisonniers en lieu et place d'ouvriers réguliers" (n° 18435).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "un statut de travailleur salarié pour les familles d'accueil" (n° 18310).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le statut des parents d'accueil" (n° 18349).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le statut des nouveaux parents d'accueil" (n° 18355).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les négociations relatives au statut à part entière pour les parents d'accueil" (n° 18408).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le statut de travailleur salarié pour les accueillants d'enfants" (n° 18615).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'annonce d'une grève des accueillants d'enfants qui réclament un statut social à part entière" (n° 18957).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la grève annoncée des familles d'accueil pour un statut sociale à part entière" (n° 18958).

- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "un statut social à part entière pour les accueillants d'enfants agréés" (n° 18983).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la menace de grève des accueillants d'enfants" (n° 18989).

- Question de Mme Mia De Schamphelaere à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'annonce d'une grève des accueillants d'enfants" (n° 19070).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

15. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le problème des 'faux indépendants' dans le secteur des crèches indépendantes" (n° 18321).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

16. Question de M. Willem-Frederik Schiltz à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'élargissement de la procédure d'activation aux faillis" (n° 18336).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

17. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la décision de relever la limite d'âge en vue du bénéfice d'allocations majorées dans le cadre du crédit-temps à temps partiel pour les travailleurs âgés" (n° 18342).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

18. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la réglementation en matière de congé parental dans l'enseignement" (n° 18387).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Economie et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. Bart Laeremans et Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la Commission des Finances et de l'Économie du Sénat.)

Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne.

État d'avancement en matière de transposition des directives européennes.

- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification ;
- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie;
- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.

- Échange de vues.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente: Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la commission de la Justice du Sénat)

Auditions sur la rétention des données.

- Un échange de vues a eu lieu.

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. Proposition de loi (Valérie Déom) modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne le nombre de témoins au mariage civil, n°s 2165/1 à 4.

Amendements de MM. Terwingen, Schoofs, Logghe, Landuyt et Mme Déom.

(Vote sur l'ensemble). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

- L'ensemble de la proposition de loi a été adopté par 10 voix contre 2 et une abstention.

2. Projet et propositions de loi joints:

- Projet de loi relatif à la circonstance aggravante pour les auteurs de certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n°s 1696/1 à 3.

Amendements de MM. Laeremans et Schoofs.

Avis du Conseil d'État.

- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Daniel Bacquelaine) visant à réprimer plus sévèrement les assassinats et les meurtres commis à l'encontre des fonctionnaires de police, n°s 578/1 à 3.

Amendements de M. de Donnea.

Avis du Conseil d'État.

- Proposition de loi (Michel Doomst) instaurant dans le Code pénal une circonstance aggravante pour certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n°s 1661/1 et 2.

Avis du Conseil d'État.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Lahaye-Battheu).

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par MM Schoofs et Laeremans.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les articles ont successivement été adoptés.
- La proposition de loi n° 578 a été disjointe.
- L'ensemble du projet de loi n° 1696 a été adopté par 12 voix et 2 abstentions.

3. Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Marie-Christine Marghem, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la signification en matière pénale, n°s 1211/1 à 4. (Continuation) . (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

Amendements de M. Terwingen et consorts et Mme De Schamphelaere et consorts.

- La commission a pris connaissance des avis de l'OBFG, de l'OVB et de la Chambre nationale des huissiers de justice.
- Un amendement a été déposé par M. Libert et consorts.
- Les amendements n°s 2, 3 et 5 ont été retirés.
- Les amendements n°s 1, 4 et 6 à 10 ont été adoptés.
- La commission a décidé de déroger à l'article 82, 1 du Règlement.
- L'ensemble de la proposition de loi a été adopté par 13 voix et une abstention.

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur "le Programme indicatif de coopération avec la République démocratique du Congo" (n° 18095).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

2. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Coopération au développement sur "les futures remises de dettes" (n° 18172).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le résultat de la réunion extraordinaire du Conseil européen” (n° 18492).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Coopération au développement sur “l'aide d'urgence et l'aide à la reconstruction à Haïti” (n° 18580).

- Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Coopération au développement sur “la contribution belge à la reconstruction d'Haïti” (n° 19032).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

4. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Coopération au développement sur “les festivités organisées pour les 50 ans d'indépendance de la RDC” (n° 18518).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur “l'incident que le ministre de la Coopération au développement a provoqué avec Israël lorsqu'il a voulu à tout prix se rendre en visite dans la bande de Gaza” (n° 18713).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Coopération au développement sur “l'incident que le ministre de la Coopération au développement a provoqué avec Israël lorsqu'il a voulu à tout prix se rendre en visite dans la bande de Gaza” (n° 18714).

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Coopération au développement sur “sa visite au Proche-Orient” (n° 18783).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Coopération au développement sur “l'interdiction d'accès à la bande de Gaza” (n° 18888).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

Exposé du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur sa mission en Afrique Centrale.

- Échange de vues.

Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la position du gouvernement concernant l'invitation, adressée par le président Kabila au chef de l'État, à assister aux cérémonies organisées dans le cadre du 50e anniversaire de l'indépendance du Congo” (n° 18575).

- Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur “la position du gouvernement concernant l'invitation, adressée par le président Kabila au chef de l'État, à assister aux cérémonies organisées dans le cadre du 50e anniversaire de l'indépendance du Congo” (n° 18576).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur “l'invitation à assister aux fêtes de l'indépendance adressée au roi Albert II” (n° 18577).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “sa visite en Afrique centrale” (n° 18578).

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l'invitation, adressée par le président Kabila au Roi Albert, à assister aux cérémonies organisées dans le cadre du 50e anniversaire de l'indépendance du Congo” (n° 18586).

- Question de Mme Hilde Vautmans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'invitation adressée par le président Kabila au roi Albert II" (n° 18587).
 - Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "sa mission en Afrique Centrale" (n° 18595).
 - Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "sa récente visite en RDC" (n° 18612).
 - Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le bilan de son voyage en RDC" (n° 18626).
 - Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'invitation adressée au Roi à participer au 50e anniversaire de l'indépendance de la RDC" (n° 18627).
 - Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les critiques relatives à sa visite au Congo" (n° 18819).
 - Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'invitation à assister aux fêtes de l'indépendance adressée au roi Albert II" (n° 18828).
 - Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les relations belgo-congolaises" (n° 18833).
 - Question de M. André Flahaut au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "sa tournée en Afrique Centrale" (n° 18908).
- Les questions ont été traitées dans le cadre de l'échange de vues.
- Mme Juliette Boulet est également intervenue.

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Droit Commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n°s 2336/1 à 4.

Amendements de M. De Potter et consorts, Mme Pas et consorts, Mme Gerkens et consorts et M. Tuybens et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprise cotées en bourse, n°s 294/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n° 1291/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n°s 1292/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Bruno Tobback) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n°s 1293/1 à 3.

Amendement de M. Tuybens.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n° 1294/1.
 - Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n° 1300/1.
 - Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n° 1297/1.
 - Proposition de loi (Bruno Tuybens, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n° 1298/1.
 - Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n°s 1299/1 et 2.
 - Proposition de loi (Stefaan Van Hecke) visant à supprimer les parachutes dorés et à encadrer la rémunération des dirigeants, n°s 1474/1 et 2.
 - Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant, en ce qui concerne les options sur actions, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n° 1501/1.
 - Proposition de loi (Olivier Hamal, David Clarinval, Carine Lecomte, Katrin Jadin) modifiant le Code des sociétés pour instaurer le comité de rémunération et encadrer l'octroi de bonus et d'indemnités de départ pour les dirigeants d'entreprises et modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n°s 1914/1 et 2.
(Continuation). (Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et Olivier Hamal).
- La discussion des articles a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Bruno Tuybens, Stefaan Van Hecke, Mme Leen Dierick et MM. Joseph George, Luk Van Biesen et Thierry Giet.

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

« Professions cliniques »

GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L'EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXOLOGIE CLINIQUE, L'ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

➤ MARDI 2 FÉVRIER 2010

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.
- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Marie-Martine Schyns, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n° 1357/1 et 2.

- Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'exercice de la psychothérapie, n° 1604/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).

- La discussion a été poursuivie.

Prochaine réunion : mardi 23 février 2010.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite);

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MARDI 2 FÉVRIER 2010**

1. Présidence belge de l'Union européenne : débat sur l'approche, le suivi et une éventuelle initiative de la commission.

2. Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Catherine Fonck, Luc Goutry, Inge Vervotte, Nathalie Muylle, Stefaan Vercamer, Mia De Schamphelaere, Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, David Lavaux, Brigitte Wiaux, Lieve Van Daele) relative à une amélioration de l'offre de soins palliatifs en vue d'une meilleure adéquation aux besoins, n° 2087/1 et 2.

- Proposition de résolution (Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont) pour un meilleur soutien des soins palliatifs, n° 288/1.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Yolande Avontroodt).

- Audition du Centre fédéral d'expertise des soins de santé sur l'étude n° 115, "Organisation des soins palliatifs en Belgique".

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. État des lieux du Printemps de l'Environnement :

- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie;
- Échange de vues.

- Rapporteur : M. Jean Cornil.

- Question de M. Georges Dallemagne au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'Année de la biodiversité et la concrétisation des mesures 'biodiversité' adoptées lors du Printemps de l'Environnement" (n° 18221).

- La question a été traitée dans le cadre de l'échange de vues.

2. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la transposition de la directive n° 2008/101" (n° 19108).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le Codex Alimentarius" (n° 18179).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la stérilisation des chats" (n° 18258).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'organisation des élections au sein des syndicats de médecins" (n° 18275).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la phénylcétonurie" (n° 18418).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rôle des pesticides organochlorés dans le développement de la maladie de Parkinson" (n° 18419).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le personnel soignant allochtone dans les maisons de soins et de repos ainsi que dans les hôpitaux" (n° 18433).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de M. Georges Dallemagne au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la position belge défendue lors de la prochaine Conférence des parties à la CITES" (n° 18458).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation des GSM par les enfants" (n° 18468).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise en application de la résolution relative à l'utilisation des gsm adoptée en séance plénière le 26 mars 2009" (n° 18699).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation du cuivre pour lutter contre les infections" (n° 18472).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la situation du Centre belge des méthodes alternatives à l'expérimentation animale" (n° 18630).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le système d'élevage collectif des truies" (n° 18643).

- Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport du Food and Veterinary Office" (n° 18644).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le non-respect de la loi relative au bien-être des animaux dans les élevages de porcs" (n° 18734).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le non-respect de la loi relative au bien-être des animaux dans les élevages de porcs" (n° 18735).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les engagements nutritionnels dans le secteur agro-alimentaire" (n° 18653).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le protocole d'accord entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions du 30 mai 2001 concernant la politique de santé en matière de drogues" (n° 18779).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la Conférence interministérielle Drogues" (n° 18864).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

16. Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la fonction d'assistant en soins de santé de première ligne" (n° 18811).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

17. Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'avis négatif d'EMEA relatif à l'utilisation d'Avastin" (n° 18812).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

18. Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'extension du remboursement du traitement préventif (Palivizumab) contre les infections VRS (Virus Respiratoire Syncytial)" (n° 18813).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

19. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les dangers du Bisphénol A" (n° 18829).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

20. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un test simple pour évaluer la nécessité de prendre des hypocholestérolémiants" (n° 18830).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

21. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les intoxications causées par l'usage de médicaments périmés" (n° 18842).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

22. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la cigarette électronique" (n° 18877).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

23. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la croissance démographique en Région bruxelloise et les conséquences sur les soins de santé" (n° 18916).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

24. Question de M. Eric Thiébaud à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le contentieux qui oppose les CPAS à l'INAMI suite au refus d'accorder les indemnités de mutuelles aux personnes hébergées en hôpital psychiatrique" (n° 18956).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

25. Question de M. Christian Brotcorne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le traitement de l'ichtyose" (n° 19009).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

26. Question de Mme Tinne Van der Straeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les subsides accordés au centre Wiels dans le cadre de Beliris" (n° 19034).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

27. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la surveillance électronique de pensionnaires de maisons de repos" (n° 19040).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

28. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une facture de soins de santé trop élevée pour 1 Belge sur 3" (n° 19041).

- Question de M. Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les soins de santé trop chers pour 1/3 des belges" (n° 19152).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

29. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les dons d'organes par des personnes en vie" (n° 19071).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Suivi législatif

COMITÉ PARLEMENTAIRE CHARGÉ DU SUIVI LÉGISLATIF

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. Discussion du projet de règlement d'ordre intérieur.

- Le projet de règlement a été adapté et approuvé.

2. Ordre des travaux.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Défense sur "l'arrivée prévue de 95 demandeurs d'asile dans la caserne inoccupée 'Kapitein de Wouters' à Langemark-Poelkapelle" (n° 18056)

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le planning des contributions de la Belgique au 'European Union Battle Group'" (n° 18085).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre de la Défense sur "la contribution belge à l'EU Battle Groups et à la Rapid Response Force de l'OTAN" (n° 19103).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la contribution des forces belges à la NATO Response Force pour 2010" (n° 19156).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le programme MUSIS" (n° 18086).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Défense sur "l'incident qui se serait produit entre le ministre et l'équipage d'un avion du 15ième Wing lors de son retour d'Afghanistan" (n° 18186).

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "l'incident lors du retour d'Afghanistan" (n° 18211).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur “la nomination des attachés de défense au sein des ambassades belges et la ‘flamandisation de cette fonction’” (n° 18205).
- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur “l’appartenance linguistique des généraux de l’armée belge et la ‘flamandisation de cette fonction’” (n° 18206).
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la parité linguistique chez les généraux” (n° 19125).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’opération Hiver et un incident à la caserne d’Oud-Heverlee” (n° 18289).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “le domaine militaire d’Ursei” (n° 18318).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le prêt d’une frégate néerlandaise” (n° 18455).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “les déclarations de l’ambassadeur US au sujet de l’envoi de militaires supplémentaires en Afghanistan” (n° 18461).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la demande récente d’envoyer des troupes supplémentaires en Afghanistan” (n° 18480).
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la demande de l’ambassadeur américain adressée à la Belgique concernant l’envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan” (n° 18508).
- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “des propos tenus par l’ambassadeur américain au sujet des troupes belges en Afghanistan” (n° 18516).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’envoi de militaires supplémentaires en Afghanistan” (n° 18537).
- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “la récente ‘question’ de l’ambassadeur américain à Bruxelles concernant la contribution belge en Afghanistan” (n° 18554).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur “l’augmentation du contingent en Afghanistan” (n° 18557).
- Questions de M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense sur “les déclarations de l’ambassadeur américain concernant l’envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan” (n°s 19157 et 19158).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “Haïti, B-Fast et la participation de la Défense” (n° 18466).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “Haïti et la sécurisation des membres de la mission B-Fast par l’envoi de militaires belges” (n° 18467).
- Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “l’aide de la Défense à Haïti” (n° 18485).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “la sécurité des belges à Haïti” (n° 18517).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la participation européenne au rétablissement de la sécurité à Haïti” (n° 18540).
- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “l’envoi de militaires belges à Haïti” (n° 18555).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la contribution de la Défense à l’aide d’urgence à Haïti” (n° 18618).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “la réunion des pays concernés par l’achat des A400M” (n° 18486).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “l’arrêt éventuel du projet A400M” (n° 18687).
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le programme “Airbus A400M”” (n° 18947).
- Question de M. François Bellot au ministre de la Défense sur “l’avion A400M” (n° 18975).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “le surcoût de l’A400M” (n° 19048).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “la piraterie au large des côtes somaliennes” (n° 18526).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Défense sur “l’augmentation du prix de location des infrastructures sportives” (n° 18569).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Défense sur “les militaires qui passent au SPF Justice” (n° 18640).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Défense sur “la transformation d’infrastructures militaires inoccupées et excédentaires en prisons” (n° 18641).

- Le ministre de la Défense a répondu.

16. Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la répartition de notre capacité de déploiement” (n° 18650).

- Le ministre de la Défense a répondu.

17. Question de Mme Dalila Douifi au ministre de la Défense sur “la sécurité du véhicule militaire Unimog” (n° 18820).

- Le ministre de la Défense a répondu.

18. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “les recettes estimées de la vente de domaines” (n° 18890).

- Le ministre de la Défense a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le droit d’expression des militaires” (n° 18930).

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “le droit d’expression des militaires.” (n° 18934).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Défense sur “la limitation du droit d’expression libre des militaires” n° 18950).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “le droit d’expression des militaires” (n° 18959).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “ce que l’on ne peut pas dire aux médias en réponse à des questions portant sur la restructuration” (n° 18990).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “le droit d’expression des militaires” (n° 19047).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “le droit de parole des militaires” (n° 19100).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 10 février 2010.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “les tickets de football électroniques” (n° 18403).

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “la carte d’identité électronique en guise de ticket pour un match de football” (n° 19144).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.

2. Question de Mme Maya Detiège au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “les applications de l’eID” (n° 18664).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MERCREDI 3 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Paul Vanhie à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'Institut des experts en automobiles" (n° 18693).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le projet d'arrêté royal visant à protéger le titre professionnel de conservateur-restaurateur d'œuvres d'art et de biens culturels" (n° 18899).

- Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les réserves émises par l'association professionnelle flamande des conservateurs-restaurateurs quant au projet d'arrêté royal" (n° 19002).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, n°s 2340/1 à 4.

Propositions de loi et proposition de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Alain Mathot) visant à encadrer l'éventuelle autorisation de vente conjointe, n° 1670/1.

- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz, Sofie Staelraeve) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne les ventes conclues en dehors de l'entreprise du vendeur, n° 665/1.

- Proposition de loi (Herman De Croo, Carina Van Cauter, Geert Versnick) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne l'application d'un supplément pour risques liés à certains produits et services, n° 673/1.

- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les bons de valeur, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n° 1021/1.

- Proposition de loi (Bart Laeremans, Francis Van den Eynde, Bruno Valkeniers) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne l'emploi des langues en matière de publicité, n° 602/1.

- Proposition de loi (Ludo Van Campenhout, Maya Detiège, Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les tarifs de stationnement, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n° 1315/1 et 2.

- Proposition de loi (Bart Laeremans, Bruno Valkeniers, Bruno Stevenheydens, Peter Logghe) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue d'améliorer la lisibilité des contrats, n° 960/1.

(Vote sur l'ensemble - Rgt. art. 82.1). (Rapporteurs : Mmes Lalieux et Van der Auwera).

Amendements de M. Luykx, Mme Staelraeve et consorts, Mme Plasman et consorts, M. Logghe et consorts, M. Balcaen, Mme Lalieux et consorts et Mme Van der Auwera.

- Les remarques du service juridique ont été acceptées.
- L'ensemble du projet de loi, tel que modifié et corrigé, a été adopté par 9 voix contre 3 et 1 abstention.
- Les propositions jointes deviennent dès lors sans objet.

4. Ordre des travaux.

5. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les pratiques usuraires d'un rabatteur publicitaire allemand" (n° 18323).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les démarcheurs publicitaires" (n° 18749).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les ententes sur le prix dans le secteur du chocolat" (n° 18411).
- Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les ententes sur les prix entre Ferrero et certaines chaînes de grands magasins" (n° 18438).
- Question de Mme Colette Burgeon au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "Ferrero et l'entente sur les prix" (n° 18512).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de Mme Katrien Partyka au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le devoir de prudence des prêteurs" (n° 18430).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les problèmes relatifs aux reversement des droits de photocopie par Procibel" (n° 18498).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Hans Bonte au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les infractions constatées dans les messages publicitaires de Media Markt" (n° 18709).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la direction de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises" (n° 18853).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

11. Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interchange fee pour des paiements nationaux par carte (Art. 127)" (n° 18920).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le marché du gaz et de l'électricité" (n° 19035).

- Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les prix de l'énergie" (n° 19087).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

13. Question de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la redevance pour diffusion de musique sur le lieu du travail- secteur social" (n° 19129).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

14. Question de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'augmentation du tarif des maisons de repos" (n° 19133).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Justice et Intérieur

COMMISSIONS RÉUNIES DE LA JUSTICE ET DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Présidents : Mme Sonja Becq et M. André Frédéric

➤ MERCREDI 3 FÉVRIER 2010

Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les émeutes à Anderlecht" (n°18704).

- Question de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "les nouvelles émeutes et l'insécurité à Anderlecht" (n° 18808).

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la fuite d'une école supérieure devant les agressions" (n° 18928).

- Question de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité à Anderlecht et le déménagement de l'école ISIB vers le centre de Bruxelles" (n° 18948).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le déménagement d'une haute école qui quitte Anderlecht" (n° 18979).

- Question de M. Renaat Landuyt à la ministre de l'Intérieur sur "le déménagement d'une haute école qui quitte Anderlecht" (n° 18980).

- Question de Mme Mia De Schamphelaere à la ministre de l'Intérieur sur "la violence dont les étudiants sont victimes dans la rue" (n° 19003).

- Interpellation de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur " la situation intenable à Anderlecht" (n° 410).

- Interpellation de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité croissante à Bruxelles et à Anderlecht" (n° 411).

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la fusion et la défusion de zones de police à Bruxelles" (n° 19039).

- Question de M. Renaat Landuyt à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité à Bruxelles" (n° 19045).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la sécurité à Bruxelles" (n° 19046).

- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur "le transfert partiel d'une école supérieure d'Anderlecht vers le centre de Bruxelles" (n° 19057).

- Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "le préavis de grève des syndicats policiers" (n° 19068).
 - Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le préavis de grève des syndicats policiers" (n° 19069).
 - Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les incidents avec des armes à feu en rue" (n° 19073).
 - Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur "la concertation relative à la problématique de sécurité à Bruxelles" (n° 19076).
 - Interpellation de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité à Bruxelles" (n° 413).
 - Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur "la sécurité à Bruxelles" (n° 19093).
 - Question de Mme Muriel Gerken au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les réactions aux faits de violence commis à Bruxelles" (n° 19094).
 - Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "l'approche de la criminalité à Bruxelles" (n° 19097).
 - Question de M. Bart Somers au ministre de la Justice sur "le problème de la sécurité à Anderlecht et le sentiment croissant d'insécurité dans les 19 communes de Bruxelles" (n° 19107).
 - Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur "la concertation qui a eu lieu entre la zone de police de Bruxelles-Midi et le parquet de Bruxelles" (n° 19114).
 - Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le problème de sécurité dans certains quartiers de Bruxelles" (n° 19119).
 - Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité à Bruxelles" (n° 19120).
 - Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de l'Intérieur sur "le racket dont ont été victimes des étudiants de l'ISIB à Anderlecht" (n° 19121).
 - Question de M. Fouad Lahssaini à la ministre de l'Intérieur sur "les événements du week-end dernier à Bruxelles" (n° 19135).
 - Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les revendications flamandes liées à la fusion des zones de police bruxelloises" (n° 19136).
 - Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur "le fonctionnement de la justice à Bruxelles après les événements des derniers jours et à la lumière de la présidence belge de l'UE" (n° 19145).
 - Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "les émeutes à Anderlecht" (n° 19164).
 - Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "la procédure de convocation par procès-verbal" (n° 19176).
 - Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice et au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la tolérance zéro appliquée dans certains quartiers de Bruxelles" (n° 19202).
- Le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur ont répondu.
 - Une motion de recommandation a été déposée par M. Bart Laeremans et Mme Annick Ponthier.
 - Une motion pure et simple a été déposée par MM. Servais Verherstraeten, Bart Somers, Xavier Baeselen et Mme Karine Lalieux.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker

➤ JEUDI 4 FÉVRIER 2010

1. Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, n° 52-2376/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- La demande d'urgence est devenue sans objet.

2. Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, n° 52-2386/1. (pour mémoire).

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- La décision a été reportée.

3. Projet de loi modifiant la procédure relative au règlement collectif de dettes, n° 52-2387/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

4. Projet de loi modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion, n°s 1409/1 à 3.

Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 30 jours.

5. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 13 février 2010 au 21 février 2010 inclus.

Séance plénière

➤ JEUDI 4 FÉVRIER 2010 APRÈS-MIDI (140)

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. Proposition de loi (M. Patrick Dewael) modifiant la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire en ce qui concerne le contrôle exercé par la Cour des comptes, n^{os} 1812/1 et 2.

Cette proposition de loi habilite la Cour des comptes à contrôler l'Institut de formation judiciaire.

La proposition de loi (n° 1812) est adoptée par 118 voix et 15 abstentions

2. Proposition de loi (M. Raf Terwingen) abrogeant l'article 41 du Code civil, n^{os} 1755/1 à 5.

Cette proposition de loi vise à abroger, à des fins de simplification administrative, l'obligation selon laquelle les registres de l'état civil sont cotés par première et dernière, et paraphés sur chaque feuille, par le président du tribunal de première instance.

La proposition de loi (n° 1755) est adoptée à l'unanimité des 134 votants

3. Proposition de loi (M. Olivier Maingain et Mme Marie-Christine Marghem) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la désignation de magistrats admis à la retraite en tant que magistrats suppléants, n^{os} 270/1 à 3.

La présente proposition de loi entend donner la possibilité aux chefs de corps de la magistrature de faire appel aux magistrats suppléants, âgés de plus de septante ans, qui le souhaitent afin qu'ils continuent à siéger pour une période d'un an, renouvelable à deux reprises.

La proposition de loi (n° 270) est adoptée par 101 voix contre 32 et 1 abstention

4. - Projet de loi sur les services, n^{os} 2338/1 à 3.
- Projet de loi sur les services concernant certains aspects juridiques visés à l'article 77 de la Constitution, n^{os} 2339/1 à 3.

Le présent projet transpose en partie la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur en droit belge.

Il vise à transposer plusieurs dispositions de la directive par le biais de dispositions autonomes, c'est-à-dire des dispositions qui ne modifient pas des lois existantes.

On y trouve les définitions, le champ d'application (en ce compris les nombreuses exceptions), les règles relatives à la liberté d'établissement, les règles relatives à la libre prestation de services, les règles relatives aux obligations de prestataires de services et aux droits des destinataires de services, les règles relatives à la coopération administrative.

Les projets de loi (n° 2338 et 2339) sont adoptés par 100 voix et 34 abstentions

5. Projet de loi modifiant la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par la loi-programme du 30 décembre 2001, n^{os} 2271/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2271) est adopté par 122 voix et 12 abstentions

6. - Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2004 et l'année antérieure 2002, n^{os} 2300/1 et 2.
- Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2005, n^{os} 2301/1 et 2.

Les projets de loi (n° 2300 et 2301) sont adoptés par 95 voix et 37 abstentions

Questions orales

Les problèmes de sécurité à Bruxelles

Questions jointes de :

- M. Xavier Baeselen (MR) (n° P1636)
- M. Gerolf Annemans (VB) (n° P1637)
- M. Ben Weyts (N-VA) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1637)

Le plan de stabilité et le budget

Questions jointes de :

- M. Robert Van de Velde (LDD) (n° P1640)
- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P1641)
- Mme Barbara Pas (VB) (n° P1639)
- Mme Muriel Gerken (Ecolo-Groen!) (n° P1642)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) (n° P1643)
- M. Bruno Tobback (sp.a) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1644)

Le plan d'activation des chômeurs

Questions jointes de :

- M. Denis Ducarme (MR) (n° P1647)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) (n° P1648)
- Mme Sofie Staelraeve (Open Vld) (n° P1649)
- Mme Camille Dieu (PS) à la vice- première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1637)

Le statut des accueillants d'enfants et la menace de grève

Questions jointes de :

- Mme Magda Raemaekers (sp.a) (n° P1651)
- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1652)
- Mme Martine De Maght (LDD) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1653)

Les causes et le suivi de l'augmentation du chômage des femmes au troisième trimestre 2009

Question de :

Mme Carine Lecomte (MR) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1654)

La construction de nouvelles prisons – Le report de la construction de prisons

Questions jointes de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P1655)
- M. Renaat Landuyt (sp.a) (n° P1656)
- Mme Els De Rammelaere (N-VA) (n° P1657)
- Mme Carina Van Cauter (Open Vld) (n° P1658)
- M. François Bellot (MR) au ministre de la Justice (n° P1659)

La réaction des pouvoirs publics face à des situations regrettables comme celle d'AB InBev à Liège et à Louvain

Question de :

Mme Marie Arena (PS) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1645)

Le briefing reçu par les militaires belges partant en Afghanistan

Question de :

M. Georges Dallemagne (cdH) au ministre de la Défense (n° P1660)

Le contrôle des installations intérieures de gaz

Question de :

M. Joseph George (cdH) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1661)

La question énergétique

Question de :

M. Willem-Frederik Schiltz (Open Vld) au premier ministre, chargé de la Coordination de la politique de migration et d'asile (n° P1664)

L'énergie éolienne

Questions jointes de :

- M. Peter Logghe (VB) (n° P1662)
- Mme Cathy Plasman (sp.a) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1663)

La non-reconnaissance des diplômes de certaines d'infirmiers en fin d'études

Question de :

M. Luc Goutry (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1646)

Relations internationales

MARDI 26 JANVIER 2010

VISITE D'UNE DÉLÉGATION TURQUE

Commission des Relations extérieures

Le 26 janvier 2010, M. Geert Versnick, président de la commission des Relations extérieures, et M. Georges Dallemagne, premier vice-président de la commission, ont reçu une délégation de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale turque. Conduite par M. Murat Mercan (AKP), président de la commission, la délégation comprenait également MM. Tugcu et Sahin (également du parti AKP) et deux membres de l'opposition, MM. Elekdag (CHP) et Ergun (MHP). La délégation était accompagnée par l'ambassadeur de Turquie, M. Murat Ersavci.

Après avoir rappelé l'excellence des contacts existant entre son pays et la Belgique (où vivent 150.000 personnes d'origine turque), M. Mercan a exprimé sa préoccupation sur deux aspects : le manque de cours de langue turque dans l'enseignement belge et la trop grande bienveillance de la justice belge à l'égard du PKK kurde.

MM. Versnick et Dallemagne ont souligné l'indépendance du pouvoir judiciaire, tant en Belgique qu'en Turquie et l'importance de la maîtrise de l'une ou de l'autre des langues nationales pour les jeunes issus de l'immigration, à l'heure où la difficulté à trouver un emploi va grandissant.

Interrogé par les deux représentants belges sur les relations que la Turquie, acteur régional majeur, entretient avec ses principaux voisins, M. Mercan a mis en avant la volonté de son pays de travailler en priorité à la stabilité régionale. Détenteur de 60 % des réserves mondiales d'hydrocarbures, le Moyen-Orient pourrait sinon déstabiliser l'ensemble du monde. Après en avoir appelé au développement de nouvelles stratégies vis-à-vis tant de la question palestinienne que de l'Iran, et à la reconstruction des structures de la société afghane, le président de la délégation turque a jugé vital pour l'occident de (re)nouer des relations avec le Pakistan, l'Afghanistan et la Syrie; ceux-ci ne manqueront pas de réagir positivement à toute initiative qui serait prise en ce sens, y compris au niveau parlementaire.

M. Elekdag a lui aussi souligné le rôle pacificateur que tente de jouer la Turquie dans une région profondément instable, ainsi que la manière unique dont elle est parvenue à concilier islam, sécularisation et démocratie.

Tant M. Mercan que M. Elekdag ont attiré l'attention sur le rôle potentiel de la Syrie, non seulement vis-à-vis du dossier libanais mais sur l'échiquier régional, où elle tente de se distancier de l'Irak, tout en n'ayant noué avec l'Iran qu'un mariage de raison.

Enfin, M. Georges Dallemagne a demandé que la Turquie porte une attention particulière à la situation de ses minorités, et en particulier des minorités chrétiennes.

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 4-1600/1 (SÉNAT)
52 2383/001 (CHAMBRE) DU 27 JANVIER 2010

Rapport sur la prorogation de la durée de fonctionnement des chambres supplémentaires des cours d'appel

- 52 2391/001 (CHAMBRE)
4-1536/1 (SÉNAT) DU 28 JANVIER 2010

Rapport concernant le Conseil européen de Bruxelles – 10 et 11 décembre 2009

Conseil des ministres du 5 février 2010

POLLUTION PAR LES NAVIRES

Exécution de diverses conventions internationales en matière de responsabilité civile relative à la pollution par les navires.

Sur proposition de MM. Yves Leterme, Premier ministre, et Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité, le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi qui exécutent diverses conventions internationales en matière de responsabilité civile relative à la pollution par les navires (concernant des matières visées aux articles 77 et 78 de la Constitution).

Il s'agit d'implémenter la Convention Hydrocarbures de soute qui est entrée en vigueur en Belgique le 11 novembre 2009. Cette convention a pour but de garantir une indemnisation convenable, rapide et efficace des personnes victimes de dommages dus à la pollution par des hydrocarbures transportés comme carburants dans la soute des navires.

Pour exploiter des navires battant pavillon belge ou des navires faisant relâche dans un port belge, il est obligatoire de posséder un certificat d'assurance. Des peines sont prévues en cas d'infraction.

Les inspecteurs de navigation du SPF Mobilité et Transports, les fonctionnaires consulaires belges à l'étranger et la Police fédérale sont chargés de régler la surveillance par les autorités de l'État du pavillon et l'État du port, conformément aux règles générales existantes.

Les dispositions en vigueur concernant l'implémentation de la Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile relative aux dommages dus à la pollution par les hydrocarbures sont abrogées et reprises, après modification, dans les avant-projets. L'objectif est de simplifier l'exécution de la Convention internationale et de la rendre conforme à l'exécution de la Convention Hydrocarbures de soute.

Les modalités de délivrance des certificats d'assurances seront déterminées par arrêté royal.

Conseil des ministres du 5 février 2010

TRANSACTIONS COMMERCIALES

Réglementation des délais de paiement.

La réglementation relative aux délais de paiement imposés par les entreprises à leurs fournisseurs est affinée. Le Conseil des ministres a approuvé à ce propos un avant-projet de loi (modifiant l'article 5 de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales), proposé par le ministre pour l'Entreprise et la Simplification Vincent Van Quickenborne et le ministre de la Justice Stefaan De Clerck. L'avant-projet propose une solution à la problématique des délais de paiement. A la suite de la crise financière, les délais sont souvent modifiés ou non respectés, de telle sorte que des entreprises entrent en difficultés financières.

En concertation avec les principales fédérations d'entreprises, un compromis a été trouvé pour renforcer la réglementation existante en matière de dommages et intérêts. La possibilité de ne pas payer de dommages-intérêts en cas de retard de paiement est supprimée. Une indemnité complémentaire est imposée au débiteur lorsque le délai de paiement applicable est dépassé de 30 jours. Un projet d'arrêté royal déterminera cette indemnité complémentaire, avec un maximum de 0,5 % par semaine de retard supplémentaire entamée, sur une base annuelle.

Conseil des ministres du 5 février 2010

BANQUE-CARREFOUR DES VÉHICULES

Avant-projet de loi portant création de la Banque-Carrefour des véhicules.

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui vise à créer une Banque-Carrefour des véhicules. La proposition du Premier ministre Yves Leterme et du secrétaire d'Etat à la Mobilité Etienne Schouppe exécute une décision du Conseil des ministres du 30 mars 2004. L'avant-projet initial, que le Conseil des ministres a approuvé le 23 juin 2006, a échoué à plusieurs reprises à la suite d'avis défavorables de la Commission pour la protection de la vie privée.

L'avant-projet a maintenant reçu un avis favorable de la Commission. Il crée donc la Banque-Carrefour des véhicules pour une traçabilité adéquate des véhicules. La Banque-Carrefour offre également bien d'autres avantages :

- un meilleur support pour une politique de mobilité efficace au point de vue de la sécurité et de l'environnement ;
- une gestion globale du parc automobile et des véhicules mis au rebut ;
- la lutte contre la criminalité automobile et les escroqueries ;
- une amélioration de la coopération policière et de l'échange des données dans le cadre des accords de Schengen et Eucaris ;
- une meilleure protection des consommateurs ;
- la lutte contre le phénomène des véhicules non assurés et/ou non en ordre de contrôle technique ;
- la perception des impôts et taxes et l'imposition de sanctions ;
- la lutte contre la fraude kilométrique ;
- l'amélioration du service aux clients du SPF Mobilité et Transports, y compris l'immatriculation électronique (WebDIV) et l'échange d'informations entre les services notamment au niveau de l'homologation.

Demandes d'interpellation

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0410 Justice**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au ministre de la Justice sur « la situation intenable à Anderlecht ».

➤ **0411 Intérieur**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au ministre de l'Intérieur sur « l'insécurité croissante à Bruxelles et à Anderlecht ».

➤ **0412 Justice**

Interpellation de M. Bert SCHOOFS au ministre de la Justice sur « les critiques formulées à l'encontre de la loi réprimant le racisme ».

➤ **0413 Intérieur**

Interpellation de M. Jean Marie DEDECKER au ministre de l'Intérieur sur « la sécurité à Bruxelles ».

Idem n° 0411 M. Bart LAEREMANS

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).